



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 14/12/2023

Reçu en préfecture le 14/12/2023

Publié le 14/12/2023

webdelib

ID : 076-217604479-20231213-M_DL231211_167-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le onze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 5 décembre 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 31

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 1

Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 11 décembre 2023

M_DL231211_167

MARCHES PUBLICS - CONTRÔLE DE SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC - CONTRÔLE DES MATERIELS, EQUIPEMENTS ET ENGINS DE TRAVAIL - GROUPEMENT DE COMMANDES - CONVENTION - SIGNATURE - AUTORISATION

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire - Le marché relatif aux contrôles de sécurité dans les établissements recevant du public, des matériels et des équipements et engins de travail arrive à échéance le 06 avril 2024.

Une nouvelle consultation doit donc être lancée pour assurer une continuité de contrôle des établissements, matériels et équipements pour le compte de la Ville de Montivilliers mais aussi pour le compte du CCAS et des résidences autonomes l'Eau Vive et Beaugard.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d'inclure dans un seul dossier de consultation les besoins de la Ville et du CCAS et résidences autonomes de Montivilliers.

A l'issue de la consultation lancée en procédure adaptée, ce marché sera signé pour une durée d'un an, à compter de sa date de notification, renouvelable 3 fois, pour une durée maximale de 4 ans.

Les montants forfaitaires annuels de contrôle sont estimés à :

- Budget Ville : ERP – matériels – équipements et engins de travail : 16.000 euros TTC

A ce montant s'ajoutent des contrôles occasionnels et ponctuels (amiante – plomb – rapport après travaux, rapport d'accessibilité), dont le montant maximum annuel de commandes est fixé à :

- Budget Ville : 10.000 euros HT.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8

CONSIDÉRANT

- les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique qui prévoit la possibilité de créer des groupements de commandes ;
- la nécessité de constituer un marché unique pour la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers et d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il est opportun de former un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS de Montivilliers.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer avec le CCAS de Montivilliers la convention constitutive du groupement de commandes ;

Imputation budgétaire

Exercice 2024 et suivants

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : toutes fonction selon les besoins

Nature et intitulé : 6156

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



Envoyé en préfecture le 14/12/2023

Reçu en préfecture le 14/12/2023

Publié le 14/12/2023

webdelib

ID : 076-217604479-20231213-M_DL231211_167-DE